

QUELLE POLITIQUE POUR LES MASSES PALESTINIENNES?

Le 29 septembre 2000, en Cisjordanie et à Gaza, les masses se dressaient contre l'État d'Israël. La déclaration du Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire (l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire) en date du 11 octobre 2000 indiquait :

"À nouveau, dans des conditions épouvantables, sans organisation sur laquelle elles puissent véritablement s'appuyer, avec un héroïsme extraordinaire, les masses et la jeunesse palestiniennes se sont dressées contre l'armée sioniste équipée d'armes lourdes, de blindés, d'hélicoptères(...)

l'État d'Israël, État colonial né en 1948 d'une guerre d'expulsion de la population palestinienne, État expansionniste de manière continue depuis lors, n'a pu subsister et continuer à s'étendre que par la terreur et l'assassinat en masse des Palestiniens. l'État d'Israël implique l'écrasement permanent des masses palestiniennes.(...)

C'est parce que l'État d'Israël savait parfaitement que la police palestinienne n'était plus désormais en mesure d'empêcher que ne surgisse à nouveau la mobilisation des masses qu'il a délibérément organisé la provocation de Sharon, prenant l'initiative de l'affrontement. Il l'a fait avec le consentement de l'impérialisme US (au grand dam de l'impérialisme français qui tente désespérément de retrouver un peu de la place qu'il occupait autrefois dans la région) "

Pour le peuple palestinien comme pour les masses exploitées du Proche et du Moyen Orient, le caractère colonial de l'État d'Israël est une réalité quotidienne

TERREUR MILITAIRE ET ASPHYXIE ECONOMIQUE.

"En quelques semaines, les affrontements entre palestiniens et l'armée israélienne ont fait plus de pertes humaines que la première Intifada de décembre 1987 à décembre 1988. Le nombre des blessés palestiniens, (...) dépasse le chiffre effarant de 10 000 contre trois fois moins il y a 13 ans. "(Le Monde 20 décembre 2000).

Ce journal estime au 22 février 2001 à 355 le nombre de morts palestiniens ou palestiniens-israéliens, (ceux que la presse bourgeoise appelle " arabes israéliens ").

Conjuguée à la collaboration politique et militaire de l'Autorité palestinienne, cette politique de terreur a abouti à ce que les diplomates nomment une "baisse significative" des manifestations de masses.

Cette répression militaire et policière se double d'une asphyxie économique planifiée des territoires dits "autonomes", lesquels ne peuvent avoir aucune indépendance à l'égard d'Israël. Depuis la signature de l'accord de Washington, la production économique s'y est effondrée un peu plus (diminuant de 36% entre 1993 et 1997) alors que la production d'Israël a connu un véritable "boom" économique : son PNB s'est accru de

insupportable: *"En tant qu'État, Israël est un corps étranger en Palestine"*, expliquait au Monde un palestinien (30 novembre 2000). De ce fait, malgré les rudes coups qui leur ont été portés, les masses palestiniennes n'ont-elles d'autre possibilité que combattre. Encore faut-il préciser dans quelles conditions se mènent ces combats huit ans après la signature par l'OLP et Arafat de l'accord d'Oslo-Washington, accord qui se traduit par le "bouclage" des Palestiniens dans une série de micro-territoires. Quelles sont les conséquences politiques pour les masses du renoncement de l'OLP au combat pour la libération de la Palestine, de la prise en charge par l'Autorité palestinienne de *"la sécurité d'Israël"* ?

Que signifie l'élection, le 6 février 2001, d'Ariel Sharon comme premier ministre, et la constitution d'un gouvernement d'alliance entre le Likoud et le parti travailliste (souvent qualifié par la presse de parti des "colombes" par fausse opposition aux "faucons" du Likoud) ?

Quelle perspective politique faut-il aujourd'hui ouvrir au combat des masses palestiniennes ? Sur quels mots d'ordre le prolétariat et la jeunesse françaises doivent-ils combattre afin d'exprimer leur solidarité avec les masses palestiniennes ? Faut-il exiger, ainsi que le font les dirigeants des organisations ouvrières française *"le respect par Israël des accords de Washington"* ou reprendre la revendication historique des masses palestiniennes : la constitution d'un État palestinien sur la totalité du territoire de la Palestine ? C'est à ces questions que cet article entend répondre.

50% de 1995 à 1999 -sa population augmentant de 10% durant la même période-

Aujourd'hui, à la terreur des fusils, des chars et des hélicoptères de combat, au quadrillage militaire permanent s'ajoutent les blocus, la destruction des habitations, des terrains agricoles et arboricoles. En 1999 le produit intérieur brut par habitant des "territoires palestiniens" était de 1445 dollars, et de 15 700 dollars dans le reste d'Israël.

Israël est de facto maître du budget de l'Autorité palestinienne, des recettes fiscales, des voies de communication, de la distribution de l'eau, des importations, des exportations, des transferts de fonds.

Des dizaines et des dizaines de milliers de travailleurs palestiniens salariés en Israël sont au chômage, subissent le "lock-out" militaire, tandis que le gouvernement fait appel à des travailleurs immigrés venant d'Asie pour remplacer les Palestiniens soumis au blocus dans les "territoires". Selon M. Roed-Larsen (envoyé spécial de l'ONU) *"la moitié des palestiniens vivent avec moins de 9 shekels (2,1\$) par jour"*.

Le Bilan du Monde (édition 2001 estimait que parmi les Palestiniens "1 370 000 personnes, soit 45,5% de la

population appauvrie est réduite à une consommation proche de la survie."

LE COMBAT CONTRE L'IMPERIALISME AU MOYEN-ORIENT

La lutte de libération nationale du peuple palestinien a concentré et concentre, dans tous les pays du Proche et du Moyen Orient, les questions de la révolution sociale, de la révolution prolétarienne.

La solution à la question nationale palestinienne exige avant tout la destruction de l'État d'Israël, État colonial, agent de l'impérialisme au Proche Orient

En Jordanie 1969/1970 puis au Liban à partir de 1975 il fut particulièrement manifeste que la lutte de libération nationale du peuple palestinien se développait en pratique comme mouvement révolutionnaire se dirigeant vers la destruction de l'État bourgeois, l'instauration du pouvoir des "conseils". La constitution du soviet d'Irbid

(Jordanie), les assauts des masses palestiniennes et libanaises disloquant l'armée du Liban (1975) en témoignent. La mobilisation des masses palestiniennes posait immédiatement la question du régime social dans ces même pays. Cette lutte participe du combat des masses ouvrières et paysannes pour la révolution sociale dans chacun de ces pays.

C'est pourquoi le fil conducteur de la politique de l'impérialisme américain au Moyen Orient depuis des années est d'écraser le peuple palestinien, de l'empêcher d'avoir toute expression politique propre, pour combattre pour ses revendications nationales.

LA MOBILISATION REVOLUTIONNAIRE DES MASSES ENTRAVEE PAR L'ABSENCE DE PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

En Palestine, comme dans tout le Moyen et Proche Orient ce n'est pas la puissance du mouvement révolutionnaire des masses qui a fait défaut c'est l'absence de Partis Ouvriers Révolutionnaires, et d'Internationale Ouvrière Révolutionnaire. C'est faute d'une direction révolutionnaire que les situations révolutionnaires ouvertes en Jordanie, puis au Liban ont été liquidées.

Le rôle de l'appareil international de la bureaucratie du Kremlin fut de première importance pour entraver le combat des travailleurs. Ainsi le PC Syrien au lendemain de l'indépendance combat pour "*la reconstruction du pays sur la base de la satisfaction non contradictoire des intérêts de toutes les couches et classes de la société, de la bourgeoisie comme de la classe ouvrière, attachées à l'indépendance*". Selon les idéologues du stalinisme "*le mouvement de libération nationale arabe, anti-impérialiste et anti-capitaliste à la fois [s'incarnait] dans l'apparition d'État arabes progressistes.*"

Sous couvert de "soutien diplomatique" et matériel, la bureaucratie du Kremlin n'a eu cesse de soumettre la résistance palestinienne à l'ordre de Yalta et de Postdam, au respect de l'ordre impérialiste.

Ainsi, au début des années 70, après les premiers voyages de Yasser Arafat à Moscou, le groupe Al Ansar, issu du parti communiste jordanien, est intégré dans l'OLP ; ce parti avait accepté en 1947 le partage de la Palestine et en 1967 la résolution 242 de l'ONU reconnaissant l'État d'Israël.

Parallèlement, différents gouvernements arabes avaient propulsé des organisations, la Syrie la Saïka en 1968, l'Irak le Front de Libération Arabe en 1969, etc... Au nom de la "nation arabe", voire de la "révolution arabe" Ces organisations (et d'autres) ont constamment opposé un prétendu intérêt commun entre les masses et certains régimes arabes au combat révolutionnaire des ouvriers et paysans palestiniens, égyptiens, irakiens, libanais, syriens contre l'impérialisme et leurs classes dominantes.

En l'absence de Parti Ouvrier Révolutionnaire, le combat des masses est resté soumis à des bourgeoisies nationales arriérées, plus ou moins compradores, incapables de réaliser les tâches classiques des révolutions bourgeoises.

A l'inverse, "*la solution véritable et complète [des] tâches démocratiques et de libération nationale ne peut-être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes*". (L.D.Trotsky *La révolution permanente* thèse 2- 1928).

Les organisations prétendant représenter "le peuple" toutes classes confondues ne peuvent que conduire à de tragiques impasses. En Palestine comme partout la tâche principale des révolutionnaires est le combat pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire.

LE MOUVEMENT MEME DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE

Dès avant la deuxième guerre mondiale, le combat du peuple palestinien se situa au premier rang du combat contre l'impérialisme et pour l'indépendance des peuples du Proche et Moyen Orient alors colonisés par les impérialismes anglais et français. Ce combat se traduisit en particulier par la grève générale d'avril 1936 qui durera six mois, authentique mouvement révolutionnaire se prolongeant jusqu'en 1939.

Depuis, le combat des masses palestiniennes est lié au mouvement de la révolution à l'échelle mondiale, à ses flux et ses reflux. Il demeurerait encore à la fin des années 80 l'un des derniers foyers de la révolution prolétarienne

à l'échelle de la planète.

C'est ainsi qu'à partir de 1968, la crise de l'impérialisme (défaite de l'impérialisme US au Vietnam en 1975) se combine à celle de la bureaucratie du Kremlin, crise qui s'accroît face à la mobilisation révolutionnaire des masses (printemps de Prague en 1968...). Au Proche Orient, cette période est marquée par la " guerre des six jours" (juin 1967) qui permet à Israël d'occuper la Cisjordanie, Gaza et le Golan, puis par l'affrontement de l'armée jordanienne contre les forces armées de la résistance palestinienne et les camps de réfugiés palestiniens (septembre 1970, qualifié de " septembre

noir"). En octobre 1973, éclate la quatrième guerre israélo-arabe. Mais là, quelque chose a changé, ainsi que l'indique le numéro 21 de Combattre pour le socialisme:

"L'armée israélienne a gagné, mais elle a été à deux doigts de la défaite. Elle ne semble plus invincible. La paix israélienne telle qu'Israël l'avait imposée au moment de la guerre des six jours n'est plus possible. L'impérialisme américain redoute la réaction des masses des pays arabes contre les régimes pourris des États arabes incapables de combattre victorieusement le petit État d'Israël. Il devra à grand frais, appuyer l'Égypte et s'appuyer sur elle, tout en continuant à appuyer et à s'appuyer sur Israël."

Il en résulte "le traité de paix" israélo-égyptien issu des accords de camp David du 13 septembre 1978 : Israël est officiellement reconnu par l'Égypte, désormais cliente et serviteur de l'impérialisme américain et le Sinâï sera évacué par Israël en avril 1982. Un tel traité était d'autant plus nécessaire que, le mouvement des masses palestiniennes et celui des masses en Iran se nourrissant mutuellement, l'insurrection du prolétariat iranien se traduisait en janvier 1979 par l'effondrement du régime du shah : c'était le principal bastion de l'impérialisme dans cette région du monde qui s'écroulait.

Ce traité (Carter-Begin-Sadate) incluait le plan américain d'alors dit de "*règlement général*" de la question du Moyen Orient. Le plan américain prévoyait un "*règlement définitif*" du sort des palestiniens : des négociations sur la Cisjordanie et Gaza devaient mettre en place "*une autorité d'auto gouvernement sur la rive occidentale (Cisjordanie) et Gaza en vue de fournir une autonomie complète des habitants*", "autorité" soumise à la reconnaissance par les Palestiniens de la souveraineté de leur oppresseur (l'État d'Israël). Outre la Jordanie, la Syrie et l'Irak étaient invités à collaborer à ce plan contre-révolutionnaire visant à briser la "résistance

palestinienne".

Le 26 mars 1979, jour de la signature officielle du traité, la grève est générale en Cisjordanie. C'est l'un "*des mouvements les plus importants depuis le début de l'occupation. Les palestiniens des territoires ont manifesté leur détermination et leur cohésion comme ils ne l'avaient jamais fait*" (Le Monde 28 mars 1979). En Jordanie "*les organisations de fedayins (combattants palestiniens) ont repris pratiquement au grand jour leurs activités politiques dans les camps de réfugiés*" (idem). Le Monde estimait alors que "*les accords de paix menacent de déstabilisation le régime d'Amman*". Une mobilisation en profondeur des masses palestiniennes en Jordanie- en relation évidente sinon explicite avec la révolution iranienne se développait en même temps. Le roi Hussein est contraint de rompre les relations diplomatiques avec l'Égypte. La "pax americana" se heurtait à la mobilisation révolutionnaire des masses.

Mais le reflux de la révolution iranienne (soutien du PC d'Iran à Khomeïni, intervention de la bureaucratie du Kremlin en Afghanistan, guerre engagée par l'Irak (armé par les impérialismes contre l'Iran) se combine avec les difficultés de la révolution palestinienne, elle aussi démunie de toute direction révolutionnaire. En 1982, l'armée d'Israël envahit les camps palestiniens au Liban. En juillet, Arafat reconnaît toutes les résolutions de l'ONU (et donc l'État d'Israël) ; en septembre, l'armée de l'OLP quitte les camps et se réfugie à Tunis. À l'automne 1983, la Syrie donne l'assaut aux camps palestiniens au Liban. En octobre 1983, Arafat reconnaît les accords de Camp David.

Israël a certes échoué dans sa tentative de constituer au Liban un État contrôlé par les "chrétiens" et sous sa domination. Mais les capitulations politiques successives de l'OLP désarment politiquement les palestiniens. En soumettant son action aux États arabes, l'OLP organise l'isolement des Palestiniens.

L'INTIFADA DE 1987-1988 : UN PROFOND MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE

En mars 1985, Gorbatchev est élu premier secrétaire du parti communiste de l'URSS. Il répond positivement aux propositions de Reagan de "*collaboration*" au "*règlement des conflits régionaux*". Dans ce cadre, il accentue la pression sur l'OLP afin qu'elle se plie totalement aux exigences de l'impérialisme, c'est à dire qu'elle s'associe aux "*plans de paix*" américains.

À partir du 8 décembre 1987, l'Intifada bouscule les plans concoctés par Reagan et Gorbatchev: l'Intifada est alors un véritable soulèvement de toute la population de Gaza puis de Cisjordanie dont le cœur est la jeunesse palestinienne, le prolétariat, les dizaines de milliers de travailleurs salariés en Israël.

La puissance du mouvement stoppa net toutes les actions "terroristes". C'est "*Une révolte populaire qui eut tous les traits d'une révolution*" écrivent les auteurs (israéliens) de Intifada (Stock) qui intitulent un chapitre "*le prolétariat enragé*". Le contenu national de cette révolution était indissolublement lié à son contenu social : les exploitations des propriétaires terriens locaux furent envahies, les commerçants des quartiers prospères furent sommés de participer à un mouvement qui se dressait autant contre Israël que contre les notables palestiniens accommodants à l'égard de l'occupant.

La participation à l'Intifada des 780 000 palestiniens de nationalité israélienne frappa de stupeur la société et l'État israéliens : grève d'ampleur nationale le 24 juin 1987 "*contre la discrimination*" à leur égard (crédits sociaux à l'éducation ; grève générale le 21 décembre (80% des palestiniens israéliens cessent le travail).

L'Intifada se dota de formes d'organisation de type soviétique propres à la révolution prolétarienne. Le "*commandement national unifié*" acquit un immense prestige. Le Shin Beth ("sécurité intérieure" israélienne) arrêta par trois fois ses directions successives. Mais, le commandement se maintint sur la base de l'existence de "*commissions populaires*" dans chaque village, chaque camp, organes de caractère incontestablement soviétique.

Ces "*commissions populaires*" se formèrent à partir des organisations existantes notamment la *Shabiba* (conseil de la jeunesse pour l'activité sociale) qui par exemple dans le camp de Balata, près de Naplouse, organisait la vie sociale : expulsion des collaborateurs, des revendeurs de drogue, du proxénétisme, des tripots, entretien et organisation de la voirie, de l'assainissement, activités sociales, éducatives, artistiques ... Cette organisation fut en mesure d'assurer la levée en masse de la population pour s'opposer au "nettoyage" du camp par l'armée

israélienne, un mois avant le 7 décembre 1987. L'armée fut contrainte de se replier après avoir procédé à quelques arrestations.

Des conseils dirigeaient les villages. Pendant 40 jours de la grève, les commerçants restèrent sous le contrôle des "délégués" de la Shahiba. Des commissions santé s'occupaient des blessés, des commissions éducatives tentèrent d'organiser des classes. Des commissions juridiques se formèrent pour régler les désaccords à la place des tribunaux classiques.

Des rapports détaillés sur l'activité des comités étaient transmis au commandement national unifié. Celui-ci publia régulièrement (parfois à 100 000 exemplaires) des "*manifestes*" numérotés dirigeant, unifiant le mouvement. Le commandement imposa de fait son pouvoir sur le territoire, se substituant à l'administration civile, obtenant "*la démission des policiers palestiniens, ainsi que celle des employés des impôts, des douanes et de divers services publics...*"

Ce commandement refusa de céder aux pressions politiques du Parti Communiste Palestinien, lequel exigeait la publication d'une déclaration indiquant que l'Intifada n'était pas dirigée contre l'existence de l'État d'Israël mais contre l'occupation (le corollaire étant que la ligne verte du Jourdain servirait de frontière au futur "État palestinien"). A Gaza, les groupes islamistes furent déboutés de leur requête visant à ce que les tracts débutent par "*au nom d'Allah le miséricordieux*"... A l'inverse, le Hamas fut constitué en février 1988, contre la nature même de l'Intifada, contre le processus de la révolution prolétarienne.

L'Intifada galvanisa la jeunesse et les masses exploitées du Proche et Moyen Orient, du Maghreb et au delà. En Algérie, en octobre 1988, se développait un mouvement à caractère révolutionnaire. Dans le cadre de la période de la combinaison entre la révolution sociale et la

révolution politique, l'Intifada s'ordonnait sur la perspective de la destruction de l'État d'Israël, de la constitution d'un État palestinien sur l'ensemble du territoire de Palestine.

Mais, la puissance et de la dynamique politiques de l'Intifada ne pouvait suffire à ouvrir une issue politique aux masses palestiniennes. En l'absence d'un parti révolutionnaire, le commandement unifié de l'Intifada ne pouvait longtemps résister aux pressions des forces ennemies. L'OLP, après avoir tenté de constituer une direction parallèle a participé à ce commandement; contre la ligne du "boycott" (du combat pour la destruction de l'État d'Israël), certaines de ses composantes prônèrent le "dialogue" avec Israël (l'acceptation du "partage" de 1947); le parti communiste qui devint le parti du peuple, composante de l'OLP, fut un des fers de lance de cette orientation.

L'Intifada commença à refluer. En août 1988, Israël interdit les comités et arrêta ses membres par centaines. Le Conseil National Palestinien (organe dirigeant de l'OLP non réuni depuis le 7 décembre 1987) imposait ses "solutions" politiques: le 12 novembre 1988, à Alger, il acceptait les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU comme base d'une participation à une conférence internationale "*pour la paix au Moyen Orient*". Ce faisant, il proclamait "*la fin d'une époque, et le début d'une autre*", indique Hanane Ashraoui, pionnière au sein de l'OLP du "*dialogue palestinien-israélien*". Le 15 novembre, Y. Arafat lut à la radio ce qu'il appela "*la déclaration d'indépendance palestinienne*". Le 14 décembre, devant l'assemblée de l'ONU, il déclarait le droit d'Israël à vivre "*en paix et en sécurité*", et renonçait "*totalemment*" au terrorisme. Mais l'OLP n'a pas alors les moyens de concrétiser cette orientation. Il faudra la guerre du Golfe pour briser l'Intifada et amener l'OLP à s'engager plus avant.

LA GUERRE DU GOLFE : DE NOUVEAUX RAPPORTS POLITIQUES.

Le n° 43 de Combattre pour le socialisme (juin 1992) indiquait :

"L'intervention militaire dans le Golfe persique, la défaite militaire infligée à l'Irak et aux peuples du Moyen Orient est l'occasion pour les États-Unis d'aller vers une solution quelque peu durable et conforme à leurs intérêts au Proche et au Moyen Orient. La situation y est exceptionnellement favorable : la bureaucratie du Kremlin en crise, a renoncé à défendre ses anciens clients, soutient ouvertement l'opération américaine dans le Golfe ; ont participé à cette opération de nombreux États arabes –des vassaux de toujours de l'impérialisme américain mais aussi d'autres protégés du Kremlin, des chantres de la " Nation arabe"[...] la France et la Grande

Bretagne, concurrents traditionnels des États-Unis dans la région, se sont rangées derrière la bannière américaine ; la défaite militaire de l'Irak est celle des peuples de la région, du peuple palestinien en particulier : l'Intifada a massivement reflué, réduite essentiellement à des actions individuelles désespérées. La voie est libre pour imposer la Pax Americana.. L'objectif est d'amener la Syrie, la Jordanie et l'ensemble des pays arabes à reconnaître l'État d'Israël et à pactiser avec cet État. De même l'OLP et les notables palestiniens –que la défaite Irakienne et le reflux de l'Intifada ont politiquement remis en selle– doivent désormais appliquer la déclaration de 1988."

DE LA CONFERENCE DE MADRID A L'ACCORD DE WASHINGTON.

Huit mois après la fin de la guerre du Golfe, le 30 octobre 1991, s'ouvrait la conférence de Madrid sous le contrôle du président américain Bush avec la caution de Gorbatchev et avec les représentants des États d'Israël, d'Égypte, du Liban, de Syrie, de Jordanie. Israël a obtenu que l'OLP ne soit pas présente en tant que telle, des notables palestiniens la représentent de fait. L'ONU participe sur un strapontin, les impérialismes français et

anglais n'ont pas été invités.

Bush déclare : "*C'est maintenant le moment idéal pour le monde arabe de démontrer que les attitudes ont changé, qu'il est désireux de vivre en paix avec Israël et d'accepter les besoins raisonnables d'Israël en matière de sécurité.*" En écho, Gorbatchev, qui vient de rétablir les relations diplomatiques de l'URSS avec Israël :

"Nous avons aujourd'hui une occasion unique. Il serait impardonnable de la manquer."

CPS n°43 commentait : "l'opportunité est effectivement unique, sans exemple depuis 1948", et précisait "La conférence s'inscrit dans la politique dite du règlement des conflits régionaux" (Afrique du sud, Amérique centrale, Cambodge...) proposée par la bureaucratie du Kremlin dans la dernière phase de son existence (soumission totale, sans nuances, aux exigences de l'impérialisme)".

Pour le peuple palestinien, la tenue de cette conférence entérinait les nouveaux rapports de force issus de la guerre du Golfe : la reconnaissance d'Israël par les États arabes et l'OLP était un nouveau coup porté au peuple palestinien. En renonçant à son propre combat, l'OLP désavouait l'Intifada.

A défaut de pouvoir anéantir physiquement les masses palestiniennes, Israël est contraint d'accepter le dispositif de l'impérialisme américain "une certaine autonomie des habitants des territoires occupés en 1967". Il ne peut le faire qu'en s'assurant à chaque pas de sa propre sécurité. Pour Israël toute "concession" est obligatoirement liée à la soumission la plus étroite possible de l'OLP à la "sécurité" d'Israël.

L'impérialisme américain doit en outre s'assurer en permanence que les États arabes soient en mesure de s'associer au dispositif sans mettre en cause leur propre

L'ACCORD DE WASHINGTON ORGANISE L'EXTENSION DE L'ÉTAT COLONIAL.

Par cet accord, Israël ne renonce à aucun de ses objectifs d'expansion, à aucune de ses prérogatives de gendarme. Bien plus, sa mise en œuvre, désarmant politiquement les masses palestiniennes a facilité une nouvelle offensive :

- L'assassinat de palestiniens se poursuit : en février 1994, 25 Palestiniens sont tués à Hébron ; en septembre 1996, suite au percement d'un accès au tunnel sous l'esplanade des mosquées, la répression de l'armée fait 76 morts à Jérusalem, à Gaza et en Cisjordanie...
- La colonisation s'étend. A la veille des accords d'Oslo, 96 000 colons sont établis en Cisjordanie et à Gaza. Ils sont près de 200 000 à la veille de camp David II, 17 000 sur le Golan, 190 000 à Jérusalem-Est. La carte des implantations se superpose à celle des réserves en eau : sur les 600 millions de m³ extraits annuellement dans les "territoires", Israël en accapare plus de 500 millions. De temps à autre, le gouvernement américain "condamne" le développement de colonies, mais ces condamnations ne sont que des formules diplomatiques : devant le congrès américain, les secrétaires d'État successifs n'ont cessé de déclarer que "l'expansion des implantations, après les accords d'Oslo ne sont plus un obstacle à la paix" et l'aide annuelle américaine (trois milliards de dollars) alimente les implantations et les bases militaires. Il faut à cela ajouter le fait que depuis 1993 l'État sioniste a organisé l'immigration en Israël de près d'un million de Juifs (un grand nombre en provenance de l'ex-URSS)
- Quant au marchandage "la terre contre la paix", il se situe dans le cadre des objectifs de l'accord de Washington. Un exemple : en octobre 1998 lors de la conférence de Wye-River, l'OLP demande un retrait israélien de 30% de la Cisjordanie, Israël répond : 1%,

stabilité face à une irruption toujours possible des prolétariats et des masses exploitées de ces États.

La conférence de Madrid n'était que l'ouverture d'un long processus. Le 13 septembre 1993, sous la houlette de Clinton, le nouveau président américain, Yasser Arafat et Itzhak Rabin signaient "la déclaration de principe sur l'autonomie" de "territoires occupés" par l'État d'Israël depuis 1967. Trois jours auparavant l'OLP avait reconnu par écrit l'État d'Israël.

L'article premier fixe le but des négociations : "établir une autorité intérimaire palestinienne de l'autonomie, le conseil élu pour les palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza, pour une période transitoire n'excédant pas cinq ans et menant à un arrangement permanent fondé sur les résolutions 242 et 338 du conseil de sécurité de l'ONU"

L'objectif n'est même pas d'aller vers un "micro" État, mais vers "un arrangement permanent"... "pour les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza" L'Autorité n'exerce aucun pouvoir sur les "territoires", elle a un pouvoir de contrôle et de police sur les hommes. Ses relations extérieures sont totalement soumises à l'État d'Israël. La référence aux résolutions de l'ONU n'implique même pas l'évacuation de **tous les territoires occupés** depuis 1967, mais "l'évacuation de territoires occupés", ainsi que l'indique la version anglaise de la résolution 242. Cela veut dire qu'Israël ne s'engage ni à évacuer, ni à ne plus étendre ses colonies.

Clinton conclut un accord sur 13% en échange d'un engagement de l'OLP à réprimer plus fortement les "mouvements terroristes" avec l'aide de la CIA.

Les accords d'Oslo-Washington s'inscrivent dans le cadre du système d'apartheid institué par l'État colonial israélien dès son origine. Pour renforcer sa sécurité et asseoir son emprise coloniale, ces accords relèguent les Palestiniens dans 227 îlots non contigus (40% de la Cisjordanie, soit 8,8% du territoire de la Palestine). Israël a isolé ces îlots par des colonies et routes, son armée se redéployant en Cisjordanie y compris sur une partie de ces îlots qualifiés "d'autonomes". C'est ce que signifie le slogan de Rabin "Sortir Gaza de Tel Aviv" réaffirmé par Barak : "Nous ici et eux là-bas".

A ceux qui ont accredité l'idée que ce processus pouvait mener à la constitution ne serait-ce que d'un "mini-État", opposons la description faite en mars 2000 par Don Peretz, expert américain du Moyen-Orient :

"Si l'État palestinien était établi dans les circonstances actuelles, ce serait une masse territoriale dispersée, discontinuée et trouée de toute part par les implantations israéliennes, ses villes et villages encerclés par les routes et les forces de sécurité israéliennes. Ce petit espace informe n'aurait pas d'intégrité interne, pas de place pour l'expansion de sa population, qui s'accroît rapidement, ni pour les palestiniens de sa diaspora qui veulent revenir. Coupé de la Jordanie et presque totalement dépendant d'Israël pour ses besoins vitaux, tels que l'eau et l'électricité, l'État palestinien aurait un potentiel économique extrêmement limité" The 1998 Wye River Memorandum : an Update.

L'OLP DEVIENT AGENT DU MAINTIEN DE L'ORDRE IMPERIALISTE

La répression, les bouclages sont les corollaires militaires et économiques du processus d'écrasement politique. Par l'accord de Washington, l'impérialisme a obtenu que l'OLP lui serve de gourdin contre les masses : *"Le conseil (palestinien) établira une puissante force de police tandis qu'Israël conservera la responsabilité de la sécurité globale des israéliens de manière à sauvegarder leur sécurité intérieure et l'ordre public."*

Pour caractériser la "Déclaration de principe sur les arrangements intérimaires d'autonomie", Combattre Pour le Socialisme indiquait :

"Cette déclaration revient à la reconnaissance officielle de la tutelle israélienne sur la Cisjordanie, la bande de Gaza et les palestiniens qui y habitent. Elle signifie que la direction de l'OLP accepte l'expropriation générale des palestiniens par l'État d'Israël et l'expulsion de la majorité d'entre eux de leur propre pays. Elle conforte cet agent et ce bastion de l'impérialisme qu'est l'État d'Israël. En conséquence de cette déclaration l'OLP devient un agent du maintien de l'ordre israélien, de la répression israélienne, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, l'armée israélienne restant en arrière plan." (supplément à Combattre pour le socialisme n°50, 15 décembre 1993).

L'écrivain et journaliste palestinien Marwan Bishara, considère que les accords d'Oslo-Washington sont plus *"un cessez le feu continué sinon permanent qu'un accord de paix [...]. L'accord de cessez le feu a été rompu le 28 septembre 2000, suite à la visite de Sharon sur l'esplanade des mosquées [...]. Durant sept ans, il a fourni à Israël l'alibi dont il avait besoin pour poursuivre ses expropriations, encercler les Palestiniens dans leurs "townships", les dominer économiquement et les contrôler physiquement"*. (Palestine/Israël : la paix ou l'apartheid)

LIBAN, SYRIE ET "TERRITOIRES AUTONOMES".

En mai 1999, après son élection, Barak forme un gouvernement de large coalition. En septembre, à Charm el-Cheikh, l'OLP signe avec Israël un nouvel accord, reprenant l'essentiel du mémorandum de Wye Plantation et s'engageant à parvenir à un traité de paix définitif dans un an. Mais Barak ne fait aucune proposition précise.

Les négociations avec la Syrie sont bloquées depuis février 1996, le gouvernement syrien posant une condition *sine qua non* : le retrait d'Israël de tout le Golan, le retour à la ligne frontière du 4 juin 1967, veille de la "guerre des six jours".

Cette ligne ne correspond pas exactement à celle dessinée par les impérialismes anglais et français en 1923, ni aux "zones démilitarisées" de 1949, zones occupées ensuite par les armées israéliennes et syriennes. Mais jusqu'en juin 1967, à la Syrie avait accès aux réserves d'eau du Golan, du Jourdain et du lac de Tibériade. Israël qui, en 1981, a annexé le plateau du Golan n'envisage "au mieux" que le retour à la frontière de 1923: cet écart d'à peine vingt kilomètres carrés détermine le contrôle du lac de Tibériade et de la haute

L'auteur précise que durant ces sept années, l'Autorité nationale palestinienne (ANP) *"a fait le sale travail pour Israël"* : collaborant avec les gouvernement travaillistes et du Likoud pour combattre *"toute forme de résistance à l'occupation"*, elle a eu recours aux arrestations, à la torture *"des opposants politiques au processus d'Oslo, y compris de certains membre du Conseil législatif palestinien"*. L'ANP a accepté tous les compromis dictés par l'impérialisme américain.

Ainsi, en vertu de l'accord de Wye River, la CIA participe aux réunions bi-hebdomadaires, bilatérales avec les représentants palestiniens et israéliens de la sécurité et contrôle les mesures prises par les Palestiniens contre les opposants au "processus de paix" : *"de fait, les personnels de la CIA constituent une partie des structures de pouvoir à Gaza où se trouve le quartier général de la sécurité palestinienne. Neuf unités de sécurité palestiniennes sont financées par les budgets américains et fonctionnent en coordination avec Israël et la CIA, et cela a continué après le commencement de la seconde Intifada."* Même après le 28 septembre 2000, la répression, les interventions armées n'ont conduit, ni l'OLP, ni un État arabe à rompre avec l'impérialisme. L'Autorité palestinienne continue sa coopération pour assurer la "sécurité d'Israël" ; tel est l'engagement pris à Charm el-Cheik (16 octobre 2000).

Les déclarations d'Arafat annonçant à plusieurs reprises *"la déclaration d'indépendance de la Palestine"*, avaient pour seul but de calmer la colère des masses. L'ANP devait assurer une sorte de zone de sécurité comparable à celle que défendait l'armée du Liban-Sud entre les occupants et la résistance. Mais la révolte des masses contre l'occupation ne pouvait plus longtemps être contenue : *"il ne suffit pas de remplacer un soldat israélien par un policier palestinien pour assurer la paix ou la stabilité dans les territoires occupés"*, observe Marwan Bishara dans son ouvrage.

vallée du Jourdain (Israël a installé une station de surveillance sur le mont Hermon dont les neiges alimentent le Baniyas affluent du Jourdain). Le contrôle de l'eau est une question stratégique.

Le 8 décembre 1999, suite au voyage de Madeleine Albright à Damas, Bill Clinton annonce la reprise des négociations entre la Syrie et Israël sous le contrôle du gouvernement américain. Un tel "accord de paix" renforcerait *"la sécurité"* d'Israël (il bouclerait le cercle des accords entre Israël et tous les États voisins: Jordanie, Égypte, Liban, Syrie) et l'ordre impérialiste tel qu'il est recherché au Proche et au Moyen Orient par les États-Unis.

A la mi-janvier 2000, c'est sur la question des frontières que les négociations sont suspendues, la Syrie refusant de céder sur le retour à la ligne du 4 juin 1967. Du côté sioniste, une restitution même partielle du Golan apparaît ouvertement de plus en plus improbable : en 1999, une loi impose un référendum préalable à toute restitution, fut-ce partielle ; en mars une seconde loi votée par la Knesset à l'initiative du Likoud rend les conditions d'une telle restitution impossibles. Le 26

mars 2000 à Genève, Bill Clinton tente une dernière fois de faire céder le gouvernement syrien, lors d'une rencontre à huis clos avec le chef d'État syrien, Hafez El Assad: il y défend les revendications d'Israël, y compris l'inclusion au sein de l'État sioniste de territoires incontestablement syriens. Ce sommet officialisait l'échec définitif des négociations: "*C'est une affaire qui concerne désormais la prochaine génération*", expliquera quinze jours plus tard un proche de Barak à la suite d'une réunion à Washington avec le président américain; autrement dit pour les israéliens: jamais.

Le 27 mars, D. Yatom déclare: "*Nous allons concentrer nos efforts sur le volet palestinien et procéder au retrait de nos troupes du Liban*". En avril, le gouvernement israélien annonce le retrait, comme prévu, de l'armée du Liban; le 24 mai 2000, l'évacuation est effective avec six semaines d'avance sur le calendrier.

Pour quelle raison le gouvernement israélien décide-t-il à ce moment précis de mettre fin à une occupation militaire qui dure depuis 1982? Pourquoi abandonner en particulier les 850 km² du sud Liban contrôlés depuis 1985 avec l'aide de l'ALS alors que se contrôlent les opérations militaires effectuées depuis le Liban contre Israël? La raison est double.

D'une part, ainsi que le rappelle le 2 mai 2000 à Paris, Itzhak Shamir, le vieux dirigeant du Likoud, "*Israël n'a jamais eu aucune prétention sur le territoire libanais*". Son objectif historique de consolider et de vassaliser un État "chrétien" au Liban a échoué. L'État libanais est en crise profonde, le Liban est en ruines et assujéti aujourd'hui en grande part à la Syrie

Ceci dit, les invasions militaires de 1978 et 1982 ont permis de casser les reins à la résistance palestinienne au Liban. Accessoirement, la guerre a anéanti la place financière de Beyrouth, éliminant pour l'avenir un rival potentiel. L'occupation s'est poursuivie dix-huit ans assurant la protection de la frontière-Nord d'Israël. Elle s'est heurté aux opérations militaires conduites par des organisations telles que le Hezbollah: totalement incapables de mettre en danger l'armée israélienne ces opérations constituaient un moyen de pression exercé au compte des gouvernements syrien et iranien.

Dans la situation actuelle, cette occupation se retournait en son contraire. Elle devenait un facteur de démoralisation de l'armée, les soldats ne comprenant plus leur présence au Liban, alors que dès 1985, le

gouvernement d'Israël avait affirmé qu'il s'en retirerait. Le gouvernement syrien ne cessait de demander un règlement conjoint des questions du Liban et du Golan: en retirant ses troupes, Israël enlevait à la Syrie un moyen de pression. La correspondante de *La Croix* à Beyrouth commente ainsi le retrait unilatéral proposé par Sharon et mis en œuvre par Barak:

"En effectuant son retrait en totale coopération avec l'ONU, Israël rompt son isolement diplomatique(...) Damas perd sa "carte de pression sur Israël."

Ainsi, Israël redispense ses forces militaires face à la Syrie et face aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. L'échec des négociations avec la Syrie implique pour Israël de rendre irréversible l'occupation du Golan: il est donc annoncé que les constructions de colonies sur le Golan un temps suspendues peuvent reprendre. Le 2 mai, Itzhak Shamir approuvait le retrait du Sud-Liban et expliquait: "*pour que nous puissions être un peuple normal, il faudrait que la majorité des juifs habitent leur terre. Ce n'est toujours pas le cas (...) Il faudrait maintenant faire venir d'autres juifs d'Europe ou des États-Unis (...) Nous sommes déjà cinq millions. Cinq de plus, c'est ce qu'il faudrait*". Ceci implique une accentuation de la colonisation, des expulsions de Palestiniens par centaines de milliers, dans l'immédiat, une reprise des affrontements de l'armée coloniale contre les Palestiniens.

Or, la situation est déjà extrêmement tendue. Au début de l'année 2000, Arafat se rend à Washington: Clinton prône "*la nécessité d'un compromis inévitable et douloureux*" (sic). Alors que la colonisation se poursuit (plus de 4000 nouveaux hectares sont confisqués en 1999), les "*négociations sur le statut final de la Cisjordanie et de Gaza*" se poursuivent au printemps 2000: Israël affirme ouvertement son opposition à tout retour des réfugiés palestiniens et présente une carte sur les futures frontières que l'OLP en dépit de sa bonne volonté ne peut accepter.

L'OLP multiplie alors les déclarations sur la prochaine proclamation d'un "État palestinien", proclamation fixée au 13 septembre si d'ici là aucun accord n'est trouvé avec Israël. Mais outre qu'un tel "État" ainsi proclamé eût été une pure fiction, le gouvernement américain n'a pas l'intention d'accepter qu'Arafat puisse s'émanciper de l'accord signé en 1993 à Washington.

CAMP DAVID II (JUILLET 2000)

Le sommet tenu entre le 11 et le 24 juillet à camp David, n'avait pas pour but la création d'un État palestinien. Bill Clinton a indiqué clairement l'objectif: "*un accord définitif, les deux parties déclareraient "la fin du conflit", "les palestiniens annonceraient qu'ils n'ont plus de revendications"*. Jusqu'à l'extrême limite de son mandat le président américain a essayé de parvenir à la conclusion d'un "*arrangement permanent*", présentant à Arafat l'ultimatum de "paix" israélien.

Tout en participant aux négociations, Barak se prépare depuis longtemps à la confrontation. Dans son ouvrage Bishara donne les noms de codes de plusieurs plans militaires; celui du "pire" prévoyait l'occupation des "territoires palestiniens" avec mise en place d'une administration militaire israélienne. Dès septembre, c'est

le plan "Marées hautes et basses" qui est élaboré: unités de tireurs d'élite, usage de fusils M-24 –plus meurtriers que les M-16- usage "modéré" des chars et de l'aviation, bouclage de la Cisjordanie, assassinat de dirigeants politiques notamment du Fatah, préparation de l'occupation de certaines localités stratégiques en vue de l'annexion éventuelle de secteurs de la Cisjordanie. A l'évidence c'est ce plan, élaboré sous le gouvernement de Barak, qui a été mis en œuvre.

Pourtant, la servilité d'Arafat n'a pas fait défaut, contrairement à ce qu'a alors affirmé la presse française. Des informations publiées par la presse américaine attestent de la totale soumission de l'OLP à l'impérialisme américain: acceptation des "*annexions israéliennes en Cisjordanie*" (ce que l'OLP qualifie de

"compromis exceptionnel"), de la souveraineté israélienne sur les parties de la Jérusalem arabe conquises en 1967, renonciation à la mise en œuvre pratique du droit au retour des réfugiés" (Le Monde 25 juillet 2001).

Mais aussi loin qu'aïlle la soumission d'Arafat, sa capacité à assurer la "sécurité des colons" a des limites. Il ne lui est pas possible de s'engager, de "garantir" "la fin du conflit". Israël considère qu'il ne pourra obtenir de l'Autorité Nationale Palestinienne un contrôle policier **total** des masses palestiniennes enfermées dans les camps. D'autant que l'exaspération des masses est amplifiée par la poursuite de la colonisation et les conséquences dramatiques du processus issu des accords d'Oslo-Washington. Le palestinien Bishara en fait le tableau suivant :

"Avant le processus d'Oslo, les territoires palestiniens constituaient un "tout" malgré l'occupation. Depuis 1993, ces territoires sont divisés et subdivisés en bantoustans séparés. Israël contrôle les accords de sécurité globale et a restreint la liberté de circulation des Palestiniens, jusqu'y compris à l'intérieur des territoires occupés : leur vie quotidienne est devenue

ISRAËL DEPEND FONDAMENTALEMENT DE L'IMPERIALISME.

L'État d'Israël a été construit par le fer et par le sang au compte de l'impérialisme américain avec l'appui de la bureaucratie du Kremlin en écrasant le peuple palestinien. Dès 1948, 700 000 palestiniens durent fuir, leurs terres furent confisquées. Par la guerre et la terreur, l'État d'Israël s'est étendu, contraignant des millions de Palestiniens à l'exil ou à la soumission à l'armée d'occupation.

Combattre pour le socialisme n°43 - 2 juin 1992 indiquait :

"Fondamentalement, l'existence de l'État d'Israël est constitutif de l'ordre impérialiste au Proche et au Moyen-Orient, indispensable au maintien des États arabes dont il conforte les gouvernements et leur politique (ainsi le royaume de Jordanie constitué sur les débris de la Palestine occupée).

Parallèlement à Israël qui écrase le peuple palestinien, la Syrie comme la Turquie, l'Irak et l'Iran écrasent le peuple kurde.

Du coup, les États-Unis ne peuvent mettre leur protégé en difficulté : toute politique qui déstabiliserait Israël serait aussitôt perçue comme une faille, un encouragement au combat pour les masses palestiniennes".

Gendarme de l'impérialisme au Proche et Moyen Orient, Israël s'intègre au dispositif global de l'impérialisme. Avant même l'élection de Bush aux États-Unis et celle de Sharon en Israël, le dispositif TMD (Theatre Missiles Defense) a commencé de se mettre en place. Israël y participe pour combattre les "États voyous" irakiens et iraniens. En 1999, Barak, lui même indiquait qu'Israël était une pièce essentielle du dispositif de "paix armée"(sic) de l'impérialisme américain. Et le même Barak a dû accéder à la demande de l'impérialisme américain de rompre, à la veille de camp David un contrat d'armement avec la Chine (livraison de 4 avions Awacs pour un montant de 2 milliards de dollars),

chaotique, leurs relations familiales ont été malmenées, leur lien national, leur esprit de communauté affaiblis, aussi bien entre eux que vis à vis de leur terre".

Pour Israël, comme pour l'impérialisme américain, si la révolte des Palestiniens ne peut être évitée, les conditions politiques dans lesquelles les masses sont amenées à combattre sont de la plus haute importance. Faire en sorte que l'ANP et l'OLP continuent à se situer en agents de maintien de l'ordre au compte de l'État sioniste, c'est essentiellement ce qui a été obtenu d'Arafat à camp David en juillet 2000. Au lendemain du sommet de camp David, Clinton explique qu'il n'acceptera pas la proclamation "unilatérale" d'un "État" par l'OLP. Le 10 septembre, celle-ci s'incline. Encore une fois.

C'est dans cette situation qu'Ariel Sharon, couvert par la police et l'armée israélienne (Ehoud Barak cumulant le poste de ministre de la défense avec celui de Premier ministre) annonçait qu'il se rendrait le 28 septembre sur l'esplanade des mosquées. Dès le lendemain, des centaines de policiers tiraient à balles réelles sur les manifestants, faisant sept morts.

comme il avait déjà dû renoncer à l'achat d'avions Airbus pour remplacer les Boeing. Israël ne peut survivre sans l'appui des États-Unis, les États-Unis ne peuvent l'abandonner ; cela ne dépend pas de la situation immédiate.

Israël est un État colonial d'un type particulier, colonie de peuplement construite par l'expropriation totale d'un peuple. Le sionisme a ouvert une fausse issue aux juifs qui voulaient échapper aux pogroms et aux massacres. Puis aux vagues de colons dont nombre étaient rescapés de la barbarie nazie et auxquels les impérialismes – notamment américain – ont refusé l'asile en collaboration totale avec les dirigeants sionistes, ont succédé de nouvelles vagues attirées par les possibilités économiques offertes par cet État colonial. C'est notamment le cas des masses de migrants issus de l'URSS à partir de sa dislocation.

Israël est condamné –sauf à une impossible extermination du peuple palestinien– à un combat sans fin contre les masses palestiniennes. Son développement crée les conditions de sa propre destruction. Plus se développe son emprise territoriale, plus affluent les nouveaux colons, plus se multiplient les expropriations et plus s'accroît le nombre de Palestiniens arrachés à leur terre et s'exacerbe la colère des masses palestiniennes, condamnées au chômage, et qui n'ont plus rien à perdre.

État artificiellement constitué, Israël ne peut surmonter sa fragilité congénitale que grâce au soutien permanent et massif –financier, militaire, politique– de l'impérialisme américain.

La situation actuelle, ouverte notamment par l'écrasement militaire de l'Irak –qui fut une défaite en particulier pour les masses palestiniennes- a offert un sérieux répit à Israël d'autant que pèse pour le peuple palestinien l'absence de Parti Ouvrier Révolutionnaire, absence se combinant avec la politique de l'OLP devenue organisation politique et policière des supplétifs de l'État d'Israël. Mais il ne s'agit, à l'échelle

de l'Histoire, que d'un répit. Si une crise disloquait l'économie capitaliste, au niveau mondial, la situation d'Israël deviendrait très vite intenable, tant sur le plan économique et financier que par l'arrêt de l'immigration, voire le reflux de colons fuyant la crise économique ; ce serait une forte incitation donnée à une nouvelle et puissante mobilisation des masses palestiniennes.

La férocité avec laquelle cet État combat contre les masses palestiniennes est indissociable de sa fragilité congénitale, de son absence d'avenir politique, de son caractère artificiel: la grande masse des colons en a une conscience particulièrement aiguë.

Si le parti "travailliste" s'est durant les années 90-95 déclaré prêt à quelques "concessions" pour obtenir un "accord de paix durable" conforme au projet américain, il s'est assez vite rallié à la politique du Likoud -en particulier au cours du précédent gouvernement Barak- En effet, ce parti n'est pas un parti de "colombes", il provient de la fusion en 1969 de trois partis dont le Mapai (acronyme de "parti des ouvriers d'Éretz-Israël" - le grand-Israël, lequel grand-Israël s'étend à l'Est jusqu'au désert de Syrie). Constitué en 1930 le Mapai qui contrôlait les troupes de choc de la Haganah fut le fer de lance du massacre des villages palestiniens, de la *naqba*. Il a, avec la Histadrout, dirigé "l'Agence juive", il fut le moteur de la construction de l'État colonial. Ce n'est en aucun cas un parti ouvrier de type "réformiste" (

un parti ouvrier bourgeois), pas plus que la Histadrout n'est un syndicat ouvrier mais une organisation indissociable de l'État colonial.

Après avoir promu l'accord de Washington, après l'avoir mis en œuvre, il participe aujourd'hui à un gouvernement d'alliance avec le Likoud sous la direction de Sharon

Précisons encore : s'il existe en Israël un certain nombre d'ouvriers, juifs (selon les critères religieux et familiaux définis par l'État d'Israël) ils ne constituent pas à proprement parler un prolétariat ; il n'y a pas d'organisation ouvrière, ni parti ni syndicat ouvriers. Tout colon, avant d'être un ouvrier, un commerçant, un fonctionnaire, un étudiant ou un patron est d'abord un colon.

Il y a des "pauvres blancs" -comme il y en avait dans l'Afrique du Sud de l'apartheid- parmi ces colons. Cependant, l'ensemble de la population qualifiée de juive, forme une pyramide sociale et politique qui opprime le peuple palestinien. C'est à la base de la pyramide sociale israélienne que se trouvent les éléments les plus réactionnaires. Accessoirement, les ouvriers de l'État colonial peuvent faire grève pour leur salaire : il ne s'agit que de tenter d'obtenir une meilleure part de la rente coloniale. En pratique, ces "colons pauvres" sont la couche la plus acharnée à défendre le colonialisme.

UN "CABINET DE GUERRE" POUR ECRASER LES PALESTINIENS.

Ariel Sharon, le 6 février 2001, a été élu premier ministre (62,5% des exprimés, 37% des inscrits). "*De ses électeurs de 1999 seuls 70% ont à nouveau voté pour Barak, les 30% restant faisant la grève de l'urne (...)* Les villes et les villages arabes-israéliens avaient voté à 95% pour Barak en 1999, aujourd'hui 74% mais seuls 16% des électeurs palestiniens inscrits ont voté et 20% d'entre eux ont voté blanc." (Le Monde 8 février 2001). L'électorat "ultra religieux", les habitants des colonies, les nouveaux immigrants de l'ex-URSS ont majoritairement voté pour Sharon.

L'élection de Sharon a une signification claire : il faut écraser les palestiniens. La population d'Israël y est prête, elle le souhaite. Sharon est un symbole, il a tenu la main des massacreurs des camps de Sabra et Chatila. Ce vote exprime la radicalisation de la totalité de la population d'Israël angoissée par la persistance de la résistance des masses palestiniennes.

Barak a durant des mois mis en œuvre la politique de Sharon - il a par exemple à maintes reprises réclamé la constitution d'un gouvernement de coalition- "Barak vote Sharon" a-t-on affirmé en Israël. Il faut d'ailleurs rappeler que des gouvernements de coalition (Likoud-Travaillistes) se sont constitués à d'autres moments afin de mener une politique de répression : guerre engagée au Liban (1984-1988), formule reconduite pour réprimer l'Intifada (1988-1990). La campagne d'Arafat pour le vote Barak est dans la continuité des positions exprimées

à Camp David.

La brutalité de la répression depuis le 29 septembre exprime l'union sacrée contre les Palestiniens. La veille de l'élection de Sharon des colons ont réoccupé une implantation au sud d'Hébron dont ils avaient été expulsés par l'armée en 1999.

Le gouvernement prépare une répression plus féroce encore. Le Monde diplomatique de mai 2001 publie un article d'un journaliste de Jérusalem (Amon Kapeliouk) qui présente ainsi le plan de Sharon :

- **première étape** : destruction des positions et des bases palestiniennes par des tirs de chars ; utilisation de tireurs d'élite et de missiles contre des cibles soigneusement choisies ; assassinats de militaires ou d'activistes du Fath ; écrasement de dizaines de maisons ; dévastations de champs ; blocage des villes et des villages...
- **deuxième étape**: lorsque l'Autorité palestinienne sera au bord de l'effondrement, imposer à Arafat ou à son successeur l'accord de longue durée dont il rêve.

En réalité, il ne peut y avoir "*d'accord de longue durée*": conformément à sa nature d'État colonial, instrument militaire au compte de l'impérialisme américain, l'État d'Israël ne peut survivre qu'en menant une guerre impitoyable et sans fin.

"L'INTIFADA AL-AQSA"

Comme en 1987, pas plus le Fatah que les autres organisations de l'OLP, ou que les groupes ultra-réactionnaires islamistes, n'ont déclenché l'explosion du 29 septembre 2000 qui est une réponse spontanée à la provocation de Sharon.

Il est indéniable que les masses palestiniennes ont tendance "*à s'émanciper de la tutelle de l'Autorité palestinienne*" comme des organisations "islamistes". Le "pouvoir" profondément corrompu de l'Autorité palestinienne est massivement rejeté. Pourtant, selon Le

Monde diplomatique de mars 2001, "c'est sous la direction du Fatah que s'est organisé un Haut Comité national et islamique pour le suivi de l'Intifada". Cela indique que les masses palestiniennes, la jeunesse et le prolétariat sont tragiquement dépourvus de toute organisation qui ordonne et organise leur combat sur leurs revendications nationales et sociales, contre l'impérialisme, l'État d'Israël et les États réactionnaires de la région. Les milliers de militants surgis de l'Intifada de 1987-88 et qui l'ont structuré n'ont pu spontanément construire une organisation qui, peu ou prou, s'assigne ce combat comme objectif. Il y a pire : "les jeunes combattants de la révolte des pierres (...) ont dû se soumettre à l'autorité de Yasser Arafat en dépit de la légitimité qu'ils avaient gagnée sur le terrain face aux israéliens." (Le Monde 20 octobre 2000).

Estimer que l'Autorité palestinienne est le gourdin d'Israël, que le processus de "paix" est un processus d'écrasement des masses palestiniennes ne sont pas de vains mots. La presse, la radio, la télévision sont muselés, les opposants au processus de "paix" sont pourchassés ; l'arbitraire, la détention illégale, la torture sont monnaie courante... avec l'aide de la CIA. L'Autorité palestinienne combat afin d'interdire toute véritable expression politique indépendante :

"À Ramallah fut ainsi organisé, en 1994, un scrutin portant sur la constitution du Fatah en parti politique, indépendant de l'Autorité, une ligne défendue par Marwan Al Barghouti, un ancien leader de l'Intifada. Yasser Arafat, qui y était opposé, avait rapidement choisi de ne pas étendre la consultation aux autres villes de la Cisjordanie, au vu des résultats de ce scrutin, qui avait tourné à l'avantage de Marwan Al Barghouti, celui-là même que l'on retrouve aujourd'hui au premier rang de l'Intifada Al-Aqsa." (Le Monde 20 octobre 2000) ...

Mais, Barghouti n'offre lui-même aucune issue politique. Au contraire, il canalise les militants les plus radicaux dans le Fatah, et il est aujourd'hui responsable du Fatah en Cisjordanie ; Le Monde du 26 octobre 2000 le cite : "Les gens ne me soutiennent pas parce que je donne des ordres mais parce que je suis avec eux. Ils resteront avec moi tant que j'exprimerai leur opinion. Si je ne le fais plus, ils seront contre moi."

Ainsi cadennassés par la politique de l'OLP et de ses différents dirigeants, le prolétariat et la jeunesse combattent dans une situation de profond désarroi politique. Significatif est le fait suivant rapporté par Le Monde du 16 février :

"Le terroriste n'en était pas un, du moins pas selon les critères définis par le Shin Beth, le service israélien de sécurité intérieure. Agé de 35 ans, père de cinq enfants, sans la moindre relation familiale ou idéologique avec les organisations radicales, Khalil Abou Alba avait le profil socio-politique idéal pour travailler en Israël. C'est pourtant lui qui, mercredi 14 février, vers huit

heures du matin, à un carrefour très fréquenté de la banlieue sud de Tel Aviv, a délibérément lancé son véhicule sur la foule massée à l'arrêt des bus, faisant huit morts et vingt-six blessés, dont trois graves (...) Bien que promptement revendiqué par l'organisation islamiste Hamas, l'attentat de mercredi n'a vraisemblablement d'autre fondement politique que la situation de ces derniers mois. Selon ses proches, Khalil Abou Alba, victime des bouclages comme quelques 120 000 autres Palestiniens employés en Israël, n'avait pas travaillé depuis le début de l'Intifada. Mercredi était sa journée de reprise, après qu'Israël ait autorisé l'entrée d'un nouveau contingent de Palestiniens."

Dans cette situation, différents groupes islamistes utilisent le désespoir de jeunes Palestiniens pour organiser des attaques suicides individuelles, ferment soigneusement toute issue politique au combat des masses palestiniennes, les soumettant à la religion et aux régimes arabes bourgeois et semi-féodaux de la région. Chacun de ces groupes est inféodé, qui au régime syrien, qui au régime iranien, qui au régime irakien. La famille de chaque "martyr" reçoit une pension de la part de Sadam Hussein.. Dans les États arabes voisins, le matraquage politique à la télévision présente les affrontements comme un conflit religieux entre juifs et musulmans. La politique du Hamas et des diverses organisations de l'islamisme politique conformément à leur histoire et à leur nature, n'a qu'un seul objectif : interdire toute organisation de classe et de masse sur les objectifs de la révolution nationale et sociale du prolétariat et de la jeunesse palestinienne.

Il est significatif que le soulèvement du 29 septembre 2000 ait été dénommé "l'Intifada Al-Aqsa" (la mosquée de Jérusalem). Cela exprime l'horizon politique actuel des masses palestiniennes, produit de l'accord de Washington. En 1996, en application de cet accord, l'OLP supprimait de sa Charte tous les articles susceptibles d'évoquer le combat pour la libération de la Palestine.

La véritable nature d'organisation nationaliste petite bourgeoise de l'OLP s'exprimait brutalement. Pourtant, le numéro 63 de Combattre Pour le Socialisme considérait que l'abandon de ces clauses était un "nouveau coup politique pour les masses palestiniennes (...). Certes, il s'agit de mettre en accord les textes avec la pratique, mais tant que ces textes existaient, ils étaient une référence saisissable y compris pour combattre la politique suivie par l'OLP (...). C'est une victoire pour Israël et l'impérialisme américain.". Ce que Shimon Pérès exprimait ainsi : "C'est le plus grand changement au Proche Orient depuis cent ans. Un tournant extraordinaire." A l'évidence, bien qu'elles tentent, jour après jour de desserrer l'étoupe, les masses palestiniennes n'ont pas aujourd'hui, surmonté cette "victoire d'Israël et de l'impérialisme". C'est ce qui, au delà de l'extraordinaire héroïsme des masses, distingue "l'Intifada Al-Aqsa" de l'Intifada de 1987-88.

BRISER L'ISOLEMENT POLITIQUE DES MASSES PALESTINIENNES

Si l'on excepte l'Égypte les prolétariats et les masses exploitées n'ont pu véritablement exprimer leur solidarité de combat contre l'impérialisme. Le Monde (12 octobre 2000) indique :

"Mardi 10 octobre, c'est par dizaines de milliers que les étudiants ont exprimé leur ressentiment à l'égard de "l'entité sioniste" et des États-Unis dans les trois plus grandes

universités égyptiennes.(...) des professeurs et même le doyen de l'université du Caire se sont joints à la manifestation des étudiants, dans une tentative visant sans doute à récupérer, à canaliser et à contrôler les manifestations, afin d'éviter tout dérapage."

Il n'y a eu aucune manifestation significative en Algérie alors que pendant l'Intifada et la guerre contre l'Irak le prolétariat et la jeunesse s'étaient massivement mobilisés. Au Maroc, le pouvoir réactionnaire aurait rassemblé 200 000 manifestants le 8 octobre pour protester contre "l'échec du processus de paix".

Le sommet du Caire (octobre 2000) réunissant les

"BARAK TERRORISTE, JOSPIN COMPLICE"

Bien qu'il cherche, face à l'impérialisme américain à défendre ses propres intérêts politiques, l'impérialisme français est totalement solidaire du processus d'écrasement des masses palestiniennes. Le 24 février 2000 à Jérusalem, Lionel Jospin déclare : *"la France condamne les attaques du Hezbollah et toutes les actions terroristes unilatérales, où qu'elles se mènent, contre des soldats ou des populations civiles."*

Le 26 février, selon Le Monde, les étudiants de Bir-Zeit (université palestinienne) s'organisent lors de la venue de Lionel Jospin :

"De Bir-Zeit à Beyrouth c'est un seul peuple qui meurt –Jospin est indésirable ici –Barak terroriste, Jospin complice". Et le journaliste commente : "les responsables palestiniens ne s'y trompent guère ; la lapidation de monsieur Jospin n'est pas le résultat d'un quelconque "complot islamiste" mais bien celui d'une indignation, qui a emporté toutes les familles politiques représentées à l'université. (...) "Nous avons sous-estimé l'exaspération de la rue, la tension qui y règne" renchérit un responsable palestinien, conscient que les blocages du processus de paix, comme les insuffisances multiples des autorités, peuvent désormais s'exprimer avec violence, à la moindre occasion."

Lionel Jospin rentre précipitamment à Paris. S'il y a alors quelques divergences entre Chirac et Jospin, elles portent sur les moyens de défendre les intérêts de l'impérialisme français au Moyen Orient. Il est de tradition pour l'impérialisme français d'émettre, pour la forme, quelques critiques à l'égard de la politique d'Israël, afin de ménager les régimes arabes, clients notamment de l'industrie d'armement française. Mais, il y a une totale solidarité de l'impérialisme français, de Chirac, du gouvernement Jospin-Gayssot-Voynet-Kouchner avec l'État d'Israël, État colonial, écrasant les masses palestiniennes.

C'est ainsi que lors du sommet de l'Union européenne à Biarritz, le 13 octobre 2000, Jacques Chirac déclarait : *"nous sommes traumatisés par la situation"*. Les 15 États de l'Union européenne adoptaient une déclaration :

"face au danger réel d'embrasement général, nous lançons un appel solennel aux dirigeants et aux peuples israélien et palestinien pour l'arrêt de l'escalade et la cessation immédiate de toutes les violences (...) il n'y a d'autre voie que celle de la

États bourgeois arabes a été qualifié de "victoire de la sagesse" par Israël.

Aujourd'hui, alors que s'accroissent les attaques militaires israéliennes, les États arabes envisagent un "boycott" d'Israël ; l'Union Européenne, un "boycott" des produits des colonies ; immédiatement, les appareils tels celui de la CGT leur emboîtent le pas. Le langage radical du "boycott" a une fonction politique: détourner les masses du combat pour la rupture des organisations ouvrières avec leur propre impérialisme, pour que leurs dirigeants cessent d'apporter leur soutien à l'existence de l'État colonial israélien.

paix et de la négociation, sur la base des acquis de camp David qu'il est essentiel de préserver. Il faut sauver le processus de paix." (Le Monde 15/16 octobre 2000).

En France, tous les dirigeants du mouvement ouvrier sont rangés derrière leur propre impérialisme comme ils l'étaient pendant la guerre impérialiste contre l'Irak. Ils soutiennent donc l'accord de Washington. Par exemple le 17 octobre, le PCF déclare : *"La négociation devra donc reprendre parce qu'il n'y a pas d'alternative (...) les acquis d'Oslo jusqu'à ceux de Camp David restent."*

Le 29 novembre à l'appel du PCF, de la CGT, des Verts, de la LCR, de LO, de l'Union juive française pour la paix, de l'association France-Palestine, du MRAP... une manifestation exigeait *"des dirigeants de l'Union européenne et des autorités françaises qui en assurent la présidence, qu'ils exercent la pression maximale sur le gouvernement israélien tant que ce dernier continuera à violer le droit international et les résolutions de l'ONU."* Prenant en charge les intérêts particuliers de l'impérialisme français qui voudrait pouvoir se faire à nouveau une nouvelle place plus importante au Moyen-Orient, ils ont appelé *"les autorités françaises et les dirigeants de l'Union européenne à jouer un rôle beaucoup plus déterminé dans les efforts qui doivent être entrepris en faveur d'un processus de paix élargi et engagé sur des bases nouvelles"*. Ils ajoutaient : *"Il faut arrêter cette répression et ce bain de sang ! A se poursuivre ils compromettraient les chances d'une paix juste et durable entre les israéliens et les palestiniens"*.

Lutte ouvrière qui se dit Union Communiste (se réclamant du trotskisme) écrivait mi-octobre vouloir militer pour *"des relations égalitaires entre les peuples palestinien et israélien"*, reprochait aux *"dirigeants nationalistes"* palestiniens de ne pas avoir une politique permettant de trouver *"l'oreille des exploités d'Israël"*, au Hamas de *"creuser un peu plus le fossé entre les deux peuples et par là même de renforcer l'extrême droite israélienne"* ; elle concluait sur la nécessité d'ouvrir une perspective *"pour le peuple israélien car les gardiens, eux aussi, vivent en prison"*.(sic)

Le Courant Communiste Internationaliste (CCI) qui affirme être la section française de la IV^{ème} Internationale reconstruite n'a pas d'expression publique et d'autre politique que celle du Parti des Travailleurs (PT), lequel a publié le 14 octobre 2000, un communiqué :

"Au Moyen-Orient comme dans le monde entier, la voie vers la paix et la coopération entre tous les

peuples de la région passe par la reconnaissance intégrale du droit de tous les peuples à disposer d'eux mêmes, le droit à la souveraineté et à la nation –y compris pour le peuple palestinien. ”

Cette position nie la réalité coloniale de l'État d'Israël Elle est le décalque de la position de l'appareil de Force ouvrière (dont les liens avec le syndicat d'État Histradout sont étroits) pour qui ni "le peuple palestinien" ni même le mot "palestinien" n'existent :

UNE PERSPECTIVE POLITIQUE POUR LES MASSES PALESTINIENNES: A BAS L'ÉTAT D'ISRAËL.

Contre cet État colonial, les masses palestiniennes combattent et combattront. C'est pour elles une question vitale. Mais une perspective politique est indispensable. Il ne peut y avoir de solution conforme aux intérêts des masses palestiniennes, sans combattre pour la destruction d'Israël en tant qu'État colonial gendarme de l'impérialisme au Proche Orient (et, en même temps de l'État artificiel de Jordanie) :

A bas l'État d'Israël !

A bas le processus de Washington d'écrasement des masses palestiniennes !

Dans son combat, le prolétariat est entravé par l'absence de Parti ouvrier. Le peuple palestinien est composé de classes : sa bourgeoisie aussi faible soit-elle est soumise aux États arabes, à l'impérialisme ; elle fait allégeance à l'État colonial d'Israël. Faute de représentation politique indépendante, le prolétariat palestinien demeure soumis à cette bourgeoisie à travers l'OLP et les organisations islamistes.

Un parti ouvrier doit permettre au prolétariat palestinien de se constituer en classe pour soi. De même, le prolétariat doit construire sa centrale syndicale pour défendre ses intérêts à l'égard de toutes les bourgeoisies (israélienne, impérialistes mais aussi arabes et palestinienne). Mais un parti ouvrier ne peut se construire que sur une orientation de rupture avec la bourgeoisie palestinienne de combat pour en finir avec l'État colonial.

Pour impulser, préciser à chaque moment une telle orientation, il faut une avant-garde organisée sur le programme de la révolution prolétarienne. Le combat pour le parti ouvrier n'émancipe pas du combat pour le Parti Ouvrier Révolutionnaire palestinien qui lie la lutte contre l'État d'Israël à la lutte du prolétariat contre le capitalisme, pour le gouvernement et le pouvoir ouvrier.

Un tel Parti révolutionnaire devra combattre pour une constituante souveraine, les masses palestiniennes ayant récupéré la totalité de leur territoire ; mais le mot d'ordre

"Les violences qui envahissent actuellement le Proche-Orient mettent en danger les populations israéliennes et arabes. Depuis plusieurs années, les efforts de discussion et de coopération avaient permis à l'ensemble des travailleurs israéliens et arabes de vivre et de travailler ensemble." (FO-hebdo n°2493 -18 octobre 2000).

de "Constituante Palestinienne" ne prend tout son sens que sur la ligne politique du combat pour un gouvernement ouvrier et paysan de Palestine, seul gouvernement à même de résoudre la question nationale parce que résolvant la question sociale.

Un tel combat s'inscrit nécessairement dans la perspective des États-Unis Socialistes du Proche et du Moyen Orient.

Exprimer la solidarité inconditionnelle du prolétariat et de la jeunesse des pays impérialistes avec le peuple palestinien implique en premier lieu de combattre son propre impérialisme. C'est cette orientation que les militants du Comité ont impulsé dans la tendance Front Unique de la FSU qui, dans les congrès départementaux (en décembre 2000) et au congrès national (en janvier 2001), a combattu pour que soit adoptée une motion qui se concluait :

"(...) Le congrès de la FSU se prononce inconditionnellement pour le droit du peuple palestinien à exercer sa souveraineté sur la totalité de la Palestine et pour la destruction de l'État d'Israël, État colonial et spoliateur, État gendarme de l'impérialisme.

La responsabilité du mouvement ouvrier en France est de combattre le gouvernement Jospin-Gayssot-Voynet-Schwarzenberg qui se situe en défense de l'État sioniste à travers la défense des accords de Washington-Oslo qui foulent au pied les droits du peuple palestinien et ont permis depuis 7 ans l'implantation de nouvelles colonies sionistes et de nouveaux massacres.

Le congrès de la FSU exige de la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale qu'elle rompe avec le gouvernement Jospin, ardent défenseur de l'État sioniste. Il s'adresse à l'ensemble des organisations ouvrières (CGT, FO, PCF, PS) pour qu'elles prennent la même position, et se prononcent pour toute initiative de Front unique se situant sur cette orientation."

Juillet 2001